

Communiqué de presse

Le collectif nantais Romeurope interpelle le préfet

Le 27 mars 2012, le candidat François Hollande écrivait au Collectif National Droits de l'Homme Romeurope qui l'interpellait sur la situation faite aux Roms migrants en France, « *En ce qui concerne la situation des Roms aujourd'hui sur notre territoire, ma préoccupation est aussi la vôtre ...Je souhaite que, lorsqu'un campement insalubre est démantelé, des solutions alternatives soient proposées. On ne peut pas accepter que des familles soient chassées d'un endroit sans solution. Cela les conduit à s'installer ailleurs, dans des conditions qui ne sont pas meilleures. Tant qu'il y aura des populations exclues et discriminées vivant dans les conditions indignes que nous connaissons encore en France, une politique publique d'accompagnement vers le droit commun dans tous les domaines (social, scolaire, logement, santé, travail) est nécessaire. Elle comporte la sensibilisation et la formation des acteurs-dont les élus locaux-la médiation entre ces personnes et les institutions pour que changent les représentations et les pratiques.* »

Depuis l'élection présidentielle, 7 terrains (1 à Saint-Herblain, 3 à Orvault, 1 à Nantes, 1 à Ligné, et 1 à Bouguenais) ont été démantelés dont 6 sur le territoire de l'agglomération nantaise, sans qu'aucune solution alternative soit proposée, ni même étudiée.

4 de ces expulsions ont été conduites par les forces de l'ordre, suite à des procédures non contradictoires, sans que les habitants aient reçu ni convocation au tribunal (où ils auraient pu faire valoir leurs raisons, obtenir des délais...) ni papier justifiant l'intervention. Ils ont, nous dit-on, été informés par la police. Mais, comment les familles peuvent elles faire la différence entre le contrôle, parfois le harcèlement, et l'information verbale par la police d'une décision de justice ?

Au cours de ces expulsions, ces familles ont perdu une partie de leurs abris et de leurs biens. Des parcours de santé et la scolarité des enfants ont été interrompus, les personnes ayant dû s'absenter de leur travail (7 personnes étaient au travail à Saint-Julien de Concelles quand la police est venue procéder à l'expulsion du terrain de Nantes, le 22 mai) pour « déménager », ont été menacées d'une fin de contrat.

Le collectif Romeurope de l'agglomération nantaise dénonce la continuité des pratiques d'expulsion sans solution alternative qui laissent ces habitants sans ressources et sans protection les condamnant, à terme, à la désespérance, voire à la délinquance.

Dans son courrier, le candidat François Hollande, ajoutait : « *Je veux réaffirmer la nécessité d'une politique cohérente et concertée entre [l'Union européenne...], le gouvernement, les collectivités locales pour la résorption de habitats indignes et l'accès aux droits et aux services, les associations enfin. Ces dernières dont l'expertise et la capacité opérationnelle sont probantes doivent être pleinement associées aux réflexions et aux concertations visant à l'inclusion sociale des Roms migrants* ».

C'est pourquoi, le collectif Romeurope de l'agglomération nantaise demande dès maintenant à rencontrer toutes les instances, Préfecture, Conseil Régional, Conseil Général, Nantes Métropole, pour que cette politique cohérente et concertée qu'appelait de ses vœux le candidat, aujourd'hui président, soit mise en place.